

## « Réduire Gaza en poussière », Meron Rapoport, Sikha Mekomit (« Local Call »), 8/7/2025

### Introduction

Bienvenue à cette nouvelle session de « Yeux sur Gaza », notre rassemblement quotidien mêlant protestation et apprentissage. Aujourd'hui, nous accueillons le journaliste et militant Meron Rapoport, du site journalist *Sikha Mekomit* (« Local Call »), qui interviendra sur le thème de la destruction du bâti à Gaza, dans une conférence intitulée : « Réduire Gaza en poussière ». Comme toujours, Meron s'exprimera pendant huit minutes, suivies d'une courte discussion.

### Conférence

En décembre 2023, deux mois après le début de la guerre, j'ai publié un article intitulé : « Ce qu'Israël fait à Gaza est-il un domicicide ? » Le terme « domicicide » est relativement nouveau, et se réfère à un vide dans le droit international. Si la destruction injustifiée de maisons est reconnue comme un crime de guerre, l'effacement systématique d'environnements urbains entiers reste dépourvu de définition juridique claire — alors même qu'il peut constituer un prélude au génocide. Déjà à l'époque, les preuves montraient que nombre de destructions à Gaza n'étaient pas liées à des combats, mais survenaient bien après leur fin. On a vu des démolitions spectaculaires de bâtiments symboliques — comme le Parlement palestinien, les tribunaux, l'Université al-Azhar — ainsi que de dizaines d'immeubles résidentiels à Shuja'iyya, souvent filmées et célébrées par les soldats israéliens. Des justifications militaires ont certes été avancées, mais l'ampleur des destructions dépassait clairement toute nécessité tactique immédiate.

En janvier 2024, le site journalistique « Le lieu le plus chaud en enfer » (hébreu *haMakom haKhi Kham baGuehenom*) révélait qu'Israël avait rasé pratiquement tous les bâtiments situés à moins d'un kilomètre de la frontière de Gaza, créant une prétendue « zone tampon », sans que ces structures soient identifiées comme des infrastructures du Hamas. Aujourd'hui, environ 130 kilomètres carrés — soit une portion significative de la bande de Gaza — sont classés comme zones interdites pour la population local. En mai 2025, j'ai cosigné une autre enquête, intitulée « Détruire pour empêcher le retour ». J'y défendais — sur la base de témoignages d'une dizaine de soldats et d'innombrables vidéos — que la destruction elle-même était devenue la principale mission quotidienne de l'armée israélienne à Gaza. Les affrontements directs avec le Hamas étaient rares ; les soldats recevaient surtout pour mission de démolir. Un cas a particulièrement retenu l'attention : celui d'Abraham Zarviv, juge au tribunal rabbinique et commandant de l'armée, qui s'est vanté sur la chaîne israélienne Channel 14 et sur les réseaux sociaux d'avoir personnellement détruit 50 bâtiments par semaine avec son bulldozer D9, entre octobre 2024 et janvier 2025.

Nulle part cette logique n'est plus manifeste qu'à Rafah. Après la rupture du cessez-le-feu par Israël en mars 2025, la démolition y est devenue systématique. Selon une analyse visuelle réalisée pour « Local Call » par le chercheur Ariel Kan, seulement 4 pour cent des bâtiments de Rafah étaient encore debout en mai 2025. La vieille ville — mentionnée pour la première fois en 1303 av. J.-C. sous le règne du pharaon Séthi Ier, et qui abritait autrefois plus de 200 000, 250 000 personnes — a été rayée de la carte.

Les journalistes Nir Hasson, Yaniv Kubovic et Uri Misgav ont révélé que la majorité des opérations terrestres de l'armée consistent désormais à escorter des bulldozers. Des entrepreneurs privés — souvent issus des colonies israéliennes — sont rémunérés 2 500 shekels pour démolir une petite maison, et 5 000 pour une plus grande. Khan Younès est en passe de devenir une seconde Rafah : selon les images aériennes, la moitié de ses bâtiments auraient déjà disparu. Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a récemment évoqué la possibilité de réutiliser les bulldozers qui rasant actuellement Khan Younès pour construire une nouvelle « ville humanitaire » sur les ruines de

Rafah — un projet qui témoigne d'une intention clairement préméditée. Selon les dernières estimations, environ 180 000 bâtiments ont été détruits ou gravement endommagés depuis le début de la guerre — soit près de 73 pour cent des structures de la bande de Gaza.

La logique militaire, avant tout, vise à réduire au maximum les pertes israéliennes. Cela tient aussi, selon moi, au fait que l'ensemble de l'opération menée à Gaza est profondément politique. L'armée redoute un nombre élevé de morts, et cherche donc à les limiter. Et dès lors que le droit international cesse d'imposer des limites, des quartiers entiers peuvent être rasés au nom de la sécurité — car d'un point de vue militaire, s'il n'y a plus de bâtiments, il n'y a plus de menace. Le raisonnement est simple : s'il n'y a plus de population, il n'y a plus de danger. Ainsi, bien que les porte-parole de Tsahal affirment que les destructions sont exclusivement dictées par des impératifs opérationnels, chaque vidéo filmée sur le terrain montre une dévastation massive, souvent justifiée autrement — le plus souvent, comme un acte de vengeance. On entend des soldats dédier les destructions à un camarade tombé ou à une attaque antérieure. À cela s'ajoute une dimension politique. Si l'objectif actuel de la guerre à Gaza est de concentrer la population dans le sud de la bande en vue de son expulsion — pour ce que Netanyahu appelle un « transfert volontaire » — alors il est évident que les villes doivent être détruites. Il faut que les Palestiniens n'aient plus aucun lieu où revenir. Netanyahu l'a lui-même déclaré en commission des Affaires étrangères et de la Défense : « Nous détruisons de plus en plus de maisons. Ils n'ont plus où retourner. » Le sens est limpide : une fois les maisons détruites, une fois tout retour devenu impossible, viendra ce qu'on appelle « une migration volontaire » — car les gens n'auront tout simplement plus d'endroit où vivre.

Mais je pense qu'il faut ajouter un autre élément — qui relève d'une logique plus profonde encore. J'ai interviewé l'archéologue Rafi Greenberg, qui m'a confié que, spécialiste de l'âge du bronze moyen — soit entre 2000 et 1500 avant notre ère — et fort de plus de 4 000 ans d'histoire dans cette région, il n'avait jamais vu, entre le Jourdain et la mer, une destruction comparable à celle opérée par Israël en 1948. Et selon lui, ce qui se passe aujourd'hui à Gaza en est la continuité. Ses paroles m'ont profondément marqué. L'ampleur de la destruction — sans précédent non seulement dans l'histoire de cette région, mais presque nulle part ailleurs dans le monde — ne vise pas seulement à empêcher tout retour. Elle vise aussi à faire oublier que des gens ont un jour vécu là, à effacer jusqu'au souvenir de leur présence. Je pense que ce que nous voyons aujourd'hui s'inscrit dans cette logique. Il ne s'agit pas seulement d'objectifs opérationnels, ni même uniquement d'intentions politiques. Il s'agit d'effacer une présence — de faire en sorte qu'on oublie qu'un jour, des êtres humains ont vécu là.